

# PROTESTATION

D'UN CITOYEN,

CONTRE quelques dispositions du Règlement du 13 Avril, relatives aux Assemblées du Tiers-Etat de Paris.

JE proteste contre le Règlement du 13 Avril.

Io.

En ce que l'art. XVII donne au Président de chaque Assemblée d'arrondissement, le droit de *choisir* quatre notables Bourgeois pour juger avec lui toutes les difficultés qui pourront s'élever dans le cours de l'Assemblée.

## M O T I F S.

Le Président n'est point élu par l'Assemblée, c'est un Officier, ancien ou actuel, de l'Hôtel de Ville, délégué, *ad hoc* (art. XVI); & l'on sçait que les Officiers de l'Hôtel de Ville ne

A

Case

FRC

7264

MW 14774

sont point élus par leurs Concitoyens, ainsi que cela devoit être.

Le Président n'a donc reçu de ses Concitoyens, ni mandat direct, ni mandat indirect. Il peut mériter *personnellement* leur confiance; mais ce n'est pas de leur confiance qu'il tient ses fonctions publiques.

Le Secrétaire de l'Assemblée n'est pas élu, c'est le Président seul qui le choisit (art. XVI).

D'où je conclus que, si le Président conserve la faculté de se choisir quatre assesseurs, lui, ses quatre assesseurs & son secrétaire, revêtus d'un caractère & d'une autorité qui n'émanent ni de l'Assemblée, ni de la Commune en général, seront les maîtres d'admettre à l'Assemblée ou d'en exclure qui il leur plaira, & remarque que leur décision, telle qu'elle, sera exécutée par provision.

I 10.

En ce que l'art. XX du Règlement ordonne que chaque membre de l'Assemblée remettra au Président son billet d'élection, & ne prescrit point la formalité du scrutin; & en ce que cet article constitue le Président & ses quatre assesseurs, seuls énumérateurs des suffrages.



## MOTIFS.

L'on vient de voir que le Président, ses assesseurs & son secrétaire ne tiennent aucun pouvoir de l'Assemblée ou de la Commune en général.

Ces six personnes ne seront pas infidèles ; j'aime à le croire ; mais si elles l'étoient ?

Soustraire des billets d'élection, en ajouter, en substituer à ceux qui se trouveroient contraires à leurs vues..... Combien tout cela leur seroit facile dans une Assemblée nombreuse & nécessairement bruyante ?

Et c'est ainsi que l'on ménage la confiance des Citoyens dans l'acte le plus important qu'ils puissent faire !

## I I Io.

En ce que l'art. XIX ordonne que chaque Assemblée ne pourra choisir ses représentants que dans l'Assemblée même, ou parmi les personnes qui habitent dans l'arrondissement.

## MOTIFS.

Cette disposition est vraiment inconcevable.

On ignore donc que, dans une Assemblée populaire, la nomination d'un représentant est



un mandat politique, comme une procuration est un mandat civil ! On ignore donc que le mandat n'est & ne peut être que l'hommage de la confiance ! On ignore donc que cette confiance doit être parfaitement libre, & que la moindre gêne la détruit ! On ignore donc que, dans une ville immense comme Paris, il est très-ordinaire de ne pas avoir la moindre habitude dans son quartier, de ne pas même sçavoir le nom de ses voisins ! On ignore donc que tout Citoyen ne peut livrer sa confiance qu'à ceux qu'il estime, qu'il connoît, ou que l'opinion publique lui a indiqués !

Je me cite pour exemple : je demeure dans le fauxbourg Saint-Marcel ; je ne vois, dans mon arrondissement, personne à qui je puisse déférer l'honorable & délicate fonction d'Electeur ; depuis long-temps je la destinois intérieurement à quelques Citoyens qui habitent au Marais & dans le fauxbourg Saint-Germain : & l'on me force à renoncer au vœu de ma conscience & de ma raison. Il faut que j'opte entre la rue *Mouffetard* ou la rue *Scipion*.

Je le répète, on n'a pas apperçu toutes les vérités que je viens d'énoncer.

On dira, je le sçais, que les moments sont pressants, qu'il faut que les Electeurs choisissent le

21, entrent en fonctions le 22; & que, par cette raison, il a paru préférable de restreindre la liberté du choix de chaque Assemblée, aux membres qui la composent.

Je ne veux demander ni pourquoi les moments sont devenus si pressants, ni comment il se pourra qu'en *six jours* les nominations d'Electeurs & de Députés soient faites, les plaintes & doléances d'une ville comme Paris, rédigées, les instructions & pouvoirs des Députés, arrêtés.

Mais je dis que l'essentiel est de *bien faire*, non pas de *faire vite*; & que si les Députés de Paris ne peuvent pas être rendus à Versailles le 27 Avril, ils y seront le premier Mai; retard qui n'aura aucun inconvénient.

J'ajoute, avec douleur, que si l'on s'étoit proposé d'exciter un mécontentement général, d'accréditer des soupçons inquiétants, d'enchaîner la liberté la plus légitime, d'étouffer l'esprit public au moment où il commence à renaître, de faciliter les petites cabales, les cotteries de quartier, d'écarter tous les bons Citoyens des assemblées d'arrondissement, & par conséquent des Etats-Généraux, tous les hommes capables, on n'auroit pas dû suivre un autre plan que celui qu'on a adopté.

## MES DEMANDES.

Que les Présidents nommés par l'Hôtel de Ville, que les Secretaires qu'ils ont choisis, conservent les fonctions qu'on leur attribue, quoique si lestement, j'y consens.

M A I S,

1<sup>o</sup>. Plus de précipitation, & que tout se fasse avec la dignité & la réflexion convenables.

2<sup>o</sup>. Que l'on prenne des mesures pour assurer la tranquillité des assemblées, & pour qu'il n'entre dans les lieux où elles se tiendront aucune personne qui n'ait constaté son droit de voter, par le dépôt de sa quittance de Capitation, entre les mains d'un préposé qui se tiendra à la porte pour la recevoir.

3<sup>o</sup>. Que le 21 Avril, aussi-tôt après neuf heures sonnées, & l'appel des noms finis, on procède, par la voie du scrutin, & successivement, à la nomination de quatre *assistants scrutateurs*.

4<sup>o</sup>. Que pour tenir lieu de scrutateurs à ces quatre élections préliminaires & successives, le Président appelle les quatre personnes présentes qui paient le plus de Capitation, de quelque état qu'elles soient.



5°. Qu'après toutes difficultés jugées par le Président & les assistants scrutateurs élus, le Président déclare à l'Assemblée que chacun peut donner sa voix à qui lui plaît, *sans distinction de quartier ou d'arrondissement*; que cependant le Président avertisse les votants qu'ils ne doivent choisir que des personnes actuellement à Paris, & disposées à exercer dès le lendemain les fonctions désignées par le règlement.

6°. Que l'on nomme d'abord, & successivement au scrutin, un Electeur par chaque centaine de votants, lesquels Electeurs, premiers élus, seront appelés *Electeurs principaux*: qu'ensuite, & de la même manière, il en soit nommé un nombre égal, qu'on appellera *Electeurs subrogés*; & tous ces Electeurs auront rang, chacun dans sa classe, selon l'ordre des nominations.

7°. Que les procès-verbaux, dressés dans chacune des Assemblées d'arrondissement, soient portés à l'Hôtel de Ville par le Président, son secrétaire, & deux des scrutateurs.

8°. Qu'à l'Hôtel de Ville on s'assure, par l'inspection des différents procès-verbaux, si la même personne n'aurait pas été élue dans plusieurs Assemblées; que dans le cas où cela feroit

arrivé, l'élection de cette personne reste à l'Assemblée dans laquelle la personne aura eu le plus grand nombre de voix; que cette personne soit remplacée, sur la liste des représentants de chacune des Assemblées qui l'auront infructueusement élue, par celui des *Electeurs subrogés* qui aura été élu le premier dans chacune de ces mêmes Assemblées.

9<sup>e</sup>. Que l'on suive cette même règle dans tous les cas où plusieurs choix des Assemblées différentes seroient tombés sur les mêmes personnes.

Telles sont les idées d'un Citoyen qui peut se tromper, mais qui adore sa Patrie, & connoît tout le prix de la liberté.

**E I N**